

N° 5103²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**portant création d'un établissement public nommé
„Centre de Musiques Amplifiées“**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,
DE LA RECHERCHE ET DE LA CULTURE**

(21.4.2004)

La Commission se compose de: Mme Nelly STEIN, Président-Rapporteur; Mme Simone BEISSEL, M. Ben FAYOT, M. Fernand GREISEN, M. Norbert HAUPERT, M. Alexandre KRIEPS, Mme Lydia MUTSCH, Mme Dagmar REUTER-ANGELSBERG, M. Marco SCHROELL, M. Fred SUNNEN et M. Claude WISELER, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

Le projet de loi portant création d'un établissement public nommé „Centre de Musiques Amplifiées“ a été déposé à la Chambre des Députés le 11 mars 2003. Il était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 30 mars 2004.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture a désigné sa Présidente Nelly Stein comme rapporteur dans la réunion du 1er avril 2004. Dans la même réunion, elle a procédé à l'examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat.

Le présent rapport a été analysé et adopté le 21 avril 2004.

*

II. OBJET DE LA LOI

Le présent projet de loi définit les missions et la structure de gestion du Centre de Musiques Amplifiées à construire sur la friche industrielle de Belval-Ouest. Dans l'optique des missions et des objectifs du Centre, il est indiqué de disposer d'une structure de gestion autonome et flexible. Rappelons que l'auteur du projet de loi No 5055 relatif à la construction d'un Centre de Musique amplifiée sur la friche industrielle de Belval-Ouest à Esch-sur-Alzette avait suggéré plusieurs pistes, allant d'une gestion publique à une gestion entièrement privée, en passant par une structure de type d'établissement public à créer par une loi séparée. Pour la phase décisive du démarrage, l'auteur du projet susmentionné a proposé de mettre en place une structure qui prend des initiatives préfigurant les projets qui sont développés dans le futur par le nouveau centre. Il a été également retenu que la planification et la construction du nouveau centre nécessitent, en tout cas, dès le départ un suivi et un encadrement professionnels afin de mettre sur pied le programme culturel et artistique et d'intégrer le nouvel espace dans le contexte culturel, artistique, social et économique de la région. La Commission des Travaux publics s'était ralliée aux vues de l'auteur du projet de loi No 5055 en proposant „d'instaurer un établissement public au lieu d'une gestion privée, du fait qu'un établissement public garantit une certaine équité, voire un certain équilibre entre les groupes luxembourgeois et les groupes venant de l'étranger.“¹

1 Projet de loi No 5055, Rapport de la Commission des Travaux publics, 6 février 2003

III. HISTORIQUE

En date du 8 novembre 2002, le Conseil de gouvernement a approuvé le projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Musiques Amplifiées sur la friche industrielle de Belval-Ouest à Esch-sur-Alzette. Les discussions sur la création d'une salle prête à accueillir un public important pour des spectacles musicaux remontent aux années 1970. La demande exprimée par des groupes de musique et de jeunes musiciens luxembourgeois, ainsi que par des milieux culturels concernés, était devenue de plus en plus pressante durant les années 80 et 90.

Le 5 mars 1999 le Conseil de gouvernement a adopté le projet de loi relatif à la construction d'une salle de concerts dans la halle des soufflantes construite en 1912. Afin de conserver la valeur patrimoniale et architecturale du bâtiment, un compromis avait été trouvé qui consistait en une intervention minimale en utilisant l'ouvrage tel qu'il est dans son volume et son apparence comme coulisse des événements musicaux. Le projet en question prévoyait uniquement des aménagements fonctionnels indispensables, mais mobiles. Le 5 mai 1999, le projet de loi 4545 fut voté en séance plénière à la Chambre des Députés.

Or, il est rapidement devenu apparent que le projet ne répondait pas aux exigences fonctionnelles requises. La seule restauration de la halle des soufflantes, y compris son toit, plus les aménagements extérieurs, auraient fait exploser l'enveloppe budgétaire prévue par le projet de loi. Le projet de réaffectation de la halle des soufflantes fut abandonné.

En décembre 2000, le gouvernement autorisa la Ministre de la Culture et des Travaux publics à faire élaborer un nouveau projet de loi, qui prévoit cette fois-ci la construction d'un nouveau bâtiment. La loi du 15 mai 2003 a autorisé le gouvernement à procéder à la construction d'un Centre de Musiques Amplifiées sur la friche industrielle de Belval-Ouest à Esch-sur-Alzette. Pour le détail des travaux ainsi que les aspects techniques et fonctionnels du projet, il est renvoyé aux documents parlementaires No 5055.

Rappelons encore que la loi du 2 juin 1999 portait initialement sur l'aménagement d'une salle de concert „pour jeunes“. L'auteur du projet de loi No 5055 a souhaité remplacer le terme de „musique pour jeunes“ employé pour désigner le genre de spectacles de la nouvelle salle de concerts, par „musiques amplifiées“, terme étant plus précis et plus ouvert à la fois. Il est évident que le nouveau Centre de Musiques Amplifiées s'adressera toujours à un public jeune. Mais les „musiques amplifiées“ ne seront pas une question d'âge et ne se limiteront point à un genre précis de spectacles.

*

IV. OBJECTIFS ET MISSIONS DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC

Le nouveau Centre de Musiques Amplifiées a un vaste éventail d'objectifs qui englobent aussi bien l'échange artistique et la rencontre culturelle que la création musicale et l'intégration de nouvelles technologies de l'information et de communication. Le Centre est par ailleurs censé adopter une approche interrégionale, voire internationale afin de coordonner au mieux ses activités avec les institutions culturelles nationales, régionales et internationales, du fait que l'offre culturelle de la Grande Région constitue le cadre dans lequel se développeront ses activités futures. Par conséquent, la future programmation doit se faire en concordance avec les autres infrastructures culturelles environnantes, ainsi qu'avec tous les acteurs (producteurs, agents, etc.) dans une approche transdisciplinaire entre les différents types de musique.

Les auteurs du projet de loi sous rubrique définissent le Centre de Musiques Amplifiées comme „un lieu de spectacles, de pratique artistique, de répétition, de création, un lieu de rencontre, d'information, d'échanges et de réflexion, un espace d'expérimentation et d'encouragement à l'initiative“. Le Centre „sera consacré à toutes formes d'expressions croisant les musiques amplifiées et s'adressera à un large public diversifié en accueillant des musiciens professionnels aussi bien qu'amateurs“. Il sera un catalyseur entre les diverses demandes et attentes du public et sera dès lors toujours à l'écoute des besoins et attentes du public, des artistes, des professionnels du métier et suivra de près l'évolution des pratiques musicales et des technologies innovatrices. Il en résulte que la programmation doit aussi bien intégrer des artistes d'une certaine notoriété, que des artistes moins connus et présentant des spectacles plus expérimentaux. L'objectif est ainsi d'avoir une large panoplie de styles artistiques, tout en puisant au

maximum dans les possibilités offertes par les nouvelles technologies d'information et de communication.

La vocation régionale et internationale se manifeste notamment par la collaboration régulière au sein des différents réseaux, soit d'organiseurs de concerts, soit de centres de ressources, tant au niveau national que régional et international. Une telle collaboration s'avérera particulièrement propice à l'échange et la réflexion artistiques, ainsi qu'à l'organisation de spectacles dans le cadre de coproductions et de programmations croisées.

Les missions du nouveau Centre s'agencent autour de cinq volets principaux:

Diffusion

La première mission du Centre de Musiques Amplifiées consiste en la mise à disposition d'une infrastructure de salles „qui attire un grand public d'une part, et qui, d'autre part, est prête à organiser des manifestations musicales de toutes formes d'expression, qui sont interdisciplinaires et qui s'adressent à des publics cibles diversifiés“.

Production

Le nouveau Centre met à disposition les outils nécessaires au processus de création par „la mise à disposition d'espaces de diffusion, de répétitions et d'enregistrements, mais également par la mise à disposition d'outils multimédia“.

Répétition

Les locaux de répétition permettent aux artistes de travailler dans des conditions appropriées. Les musiciens peuvent ainsi évoluer et progresser tant sur le plan technique qu'artistique. La répétition est également un moment où les musiciens traitent des questions d'ordre promotionnel, c'est-à-dire de la prospection des concerts à l'enregistrement de documents sonores, en passant par l'organisation de tournées.

Encadrement/Ressources

Le Centre de Musiques Amplifiées apportera aux musiciens les réponses leur permettant de résoudre les problèmes rencontrés au quotidien. En effet, les musiciens déplorent souvent les difficultés d'accès à l'information et aux moyens logistiques adaptés, difficultés qui freinent ainsi le développement de projets musicaux et compromettant l'avenir des projets et des groupes. Le Centre entend remédier à cette situation, en guidant les musiciens dans la réalisation de leurs projets.

Formation

Le Centre de Musiques Amplifiées assurera également les contacts entre les artistes et musiciens luxembourgeois et les groupes ayant une certaine renommée internationale. Ces musiciens luxembourgeois peuvent ainsi s'inspirer auprès de musiciens internationaux entamant leur tournée au Luxembourg et effectuant leurs répétitions dans les locaux d'Esch-Belval. Le Centre, en coopérant avec des organismes spécialisés et institutions existantes, organisera des formations techniques et instrumentales, en complément des dispositifs d'accompagnement proposés dans l'équipement.

Au-delà de ces missions, le nouveau Centre doit organiser en toute liberté, seul ou avec d'autres, ses saisons de manifestations culturelles. Il veille à ce que les salles et les équipements techniques soient exploités au maximum.

*

V. L'ETABLISSEMENT PUBLIC

A l'instar de ce qui précède, il devient apparent que seul un organe jouissant d'une certaine autonomie et d'une grande flexibilité dans sa façon de travailler peut assurer une gestion efficace. Les

auteurs du projet de loi sous rubrique estiment dans ce contexte que l'établissement public a fait ses preuves ailleurs et qu'il présente un certain nombre d'avantages par rapport à une administration étatique trop rigide, qui peuvent s'avérer bénéfiques pour l'accomplissement des diverses missions du Centre. Parmi ces atouts figurent notamment:

- „– l'octroi de la personnalité juridique et l'autonomie de gestion qui donnent à l'établissement la capacité de contracter en son propre nom et pour son propre compte; cela lui permet de déterminer et de formaliser sa programmation ainsi que sa politique en matière d'engagement d'effectifs, sous réserve de faire approuver certains actes par le ministre de tutelle a priori;
- l'octroi d'un budget propre, détaché du budget général de l'Etat qui est à la base de l'autonomie financière, qui permet à l'établissement d'effectuer une gestion et une comptabilité financières selon les pratiques du droit privé, ceci sous réserve du contrôle étatique a posteriori;
- un large pouvoir de décision et une grande capacité d'agir ce qui sert l'établissement dans ses relations avec des tiers;
- la faculté pour l'Etat de composer le conseil d'administration par des agents de l'administration ainsi que par des personnalités du privé et qui ont acquis des connaissances spécifiques en la matière où l'établissement est appelé à agir;
- spécialement en matière de culture, la structure semble opportune en ce qu'elle permet de faire investir le denier public dans un cadre dynamique et souple, dans le respect de l'intérêt général et sans être à la merci d'intérêts commerciaux privés.“

*

VI. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat est content de constater que les auteurs du projet de loi ont suivi ses recommandations formulées à maintes reprises à l'occasion des projets de loi portant création d'établissements publics chargés de la gestion d'infrastructures sportives ou culturelles. A l'époque, le Conseil d'Etat ne critiquait pas la création d'établissement public en tant que telle, mais plutôt la création de nouvelles particularités juridiques. Pour ces raisons, le Conseil d'Etat ne cessait de manifester sa préférence de „... s'inspirer de modèles existants, pour en reprendre, autant que faire se peut, les dispositions essentielles.“². Pour le reste, le Conseil d'Etat peut approuver les missions et objectifs du nouveau Centre de Musiques amplifiées et se limite à formuler quelques observations quant à la forme du projet de loi se retrouvant au commentaire des articles.

*

VII. TRAVAUX DE LA COMMISSION

Les responsables du Ministère de la Culture ont informé les membres de la Commission qu'une „association de préfiguration“ vient d'être créée sous forme d'une association sans but lucratif, composée de 12 membres: M. Guy Assa, M. Marco Battistella, M. Tom Bellion, M. Marc Binsfeld, M. Michel Gietz, M. Guy Dockendorf, M. Alex Fixemer, M. Jean-Marie Hensgen, Mme Josée Hansen, M. Jacques Heinen, M. Patrick Sanavia, M. Olivier Toth. La date d'ouverture du nouveau Centre est programmée pour le 21 juin 2005, date coïncidant avec la „Fête de la Musique“.

*

² Avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi portant création d'un établissement public nommé „Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumunster“, document parlementaire No 4702, session ordinaire 2000-2001

VIII. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

L'article porte création de l'établissement public „Centre de musiques amplifiées“, désigné dans la suite du projet par le terme „Centre“. Le Conseil d'Etat préfère le terme „établissement“ comme abréviation du titre complet, d'une part, pour rester dans la ligne des textes précités qui ont servi de modèle et qui utilisent également le terme „établissement“ et, d'autre part, pour éviter une confusion avec l'immeuble que l'établissement est appelé à gérer et qui porte également la dénomination „Centre (de musiques amplifiées)“. La même correction s'impose également aux articles suivants.

La Commission décide de se rallier au Conseil d'Etat.

Quant au deuxième alinéa, la Haute Corporation propose de supprimer les termes „ceci conformément à la destination des espaces“, qui sont superflus alors que la mission de l'établissement consiste justement à gérer les espaces du centre conformément à sa destination.

La Commission se rallie au Conseil d'Etat.

Article 2

Le Conseil d'Etat propose d'énumérer la mission de conseil pendant la phase de construction du Centre dans un premier tiret et de supprimer les 4e et 5e alinéas. Le premier alinéa de l'article se lirait dès lors comme suit:

„L'établissement a pour missions:

- de conseiller le maître de l'ouvrage et d'organiser la préfiguration des activités futures du Centre;
- de gérer et d'exploiter l'immeuble dans le respect de sa vocation prioritaire de servir à la réalisation et à l'organisation de concerts de musique amplifiée;
- de promouvoir la création artistique par la mise à disposition d'espaces et de dispositifs d'accompagnement à des musiciens professionnels et amateurs.“

La Commission décide de suivre le Conseil d'Etat.

Articles 3 à 7

Le texte des articles 3 à 7 est quasi textuellement repris des articles afférents des lois ayant servi de modèle et n'appelle aucune observation du Conseil d'Etat.

Concernant l'article 3, un membre de la Commission fait remarquer que la composition du conseil d'administration telle que définie au paragraphe (1) ne permet pas la même souplesse que les dispositions analogues dans d'autres projets de loi créant des établissements publics. Quant aux dispositions du paragraphe (2), il est précisé qu'aucun fonctionnaire nommé membre du conseil d'administration ne pourra approuver des actes administratifs de l'établissement ou signer des ordonnances de paiement ou toute autre pièce administrative entraînant une dépense de l'Etat en faveur de l'établissement. Les représentants du gouvernement soulignent que, pourtant, la présence d'un ou de plusieurs fonctionnaires du ministère de tutelle au sein du conseil d'administration revêt d'une certaine importance.

Le paragraphe (3) de l'article 5 dispose que „les relations entre l'établissement et son directeur, respectivement son personnel, employés comme salariés ou non, à durée ou tâche déterminée ou non, sont régies par des contrats de droit privé.“ Est soulevée la question si cette disposition est conforme à l'accord salarial de la fonction publique et si le détachement d'un fonctionnaire ou employé communal à cet établissement public sera possible. Les représentants du gouvernement précisent qu'ici il ne s'agit pas du domaine administratif rentrant dans le champ d'application de l'accord salarial, mais du domaine culturel, industriel et commercial. Le gouvernement tient à ce que l'ensemble du personnel de cet établissement public soit soumis au même statut et que, partant, il a choisi le droit privé.

Il est finalement proposé de rayer, au paragraphe (5) de l'article 7, le bout de phrase „quant à l'emploi conforme des concours financiers publics qui lui sont affectés“ pour soumettre entièrement l'établissement au contrôle de la Cour des comptes. Compte tenu du fait que le Conseil d'Etat n'a pas critiqué ce libellé qui est repris d'autres projets de loi (notamment celui portant création du Centre culturel et de Rencontre Abbaye de Neumunster), et après avoir pris note du fait que la loi sur la Cour des comptes sera modifiée afin de permettre le contrôle financier complet de chaque établissement public par la Cour des comptes, la Commission convient de ne pas changer le texte, vu l'urgence du projet de loi sous rubrique. Elle insiste toutefois sur le contrôle complet des finances de l'établissement public par

la Cour des comptes, conformément aux conclusions de la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire et à l'accord politique de tous les partis représentés à la Chambre des Députés.

Article 8

Au niveau des alinéas 2 et 4, en ce qui concerne les citations des termes à modifier respectivement à l'article 150 et à l'article 112, alinéa 1, numéro 1 LIR, il convient, étant donné qu'une autre loi nouvellement adoptée risque toujours d'interférer sur les mêmes dispositions, de se limiter à ajouter le Centre de Musiques Amplifiées à l'énumération des organismes déjà y mentionnés. Ainsi, à l'alinéa 2, le Conseil d'Etat propose de formuler la deuxième phrase comme suit: „A cet effet, à l'article 150 de la loi précitée, sont ajoutés les termes „le Centre de musiques amplifiées“.“ A l'alinéa 4 du même article, la deuxième phrase devrait s'énoncer comme suit: „A cet effet, à l'article 112, alinéa 1er, numéro 1 de la loi précitée, sont ajoutés les termes „le Centre de musiques amplifiées“.“

La Commission décide de se rallier au Conseil d'Etat.

*

IX. TEXTE DU PROJET DE LOI

La Commission adopte, par 7 voix pour et 3 abstentions, le texte du projet de loi dans la version proposée par le Conseil d'Etat. Elle recommande aux membres de la Chambre des députés d'adopter le texte de loi dans la version suivante:

*

PROJET DE LOI

portant création d'un établissement public nommé „Centre de Musiques Amplifiées“

Art. 1er.– Il est créé un établissement public sous la dénomination „Centre de Musiques Amplifiées“ ci-après désigné „établissement“. L'établissement dispose de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie financière et administrative, sous la tutelle du ministre ayant la culture dans ses attributions.

L'établissement gère l'immeuble dénommé „Centre de Musiques Amplifiées“ à Esch-Belval mis à sa disposition par l'Etat.

Le siège de l'établissement est fixé à Esch-sur-Alzette.

Art. 2.– L'établissement a pour missions:

- de conseiller le maître de l'ouvrage et d'organiser la préfiguration des activités futures du Centre;
- de gérer et d'exploiter l'immeuble dans le respect de sa vocation prioritaire de servir à la réalisation et à l'organisation de concerts de musique amplifiée;
- de promouvoir la création artistique par la mise à disposition d'espaces et de dispositifs d'accompagnement à des musiciens professionnels et amateurs.

Subsidiairement, l'établissement peut servir à l'organisation de manifestations de tout genre.

L'établissement peut réaliser des publications en relation avec la musique amplifiée ainsi que des produits sonores, audiovisuels ou informatiques sur tous supports existants ou à venir et gérer leur exploitation. Les installations d'enregistrement peuvent être mises à disposition de tiers.

En vue de l'exécution de ses missions, l'établissement est autorisé à conclure des contrats avec l'Etat ainsi qu'avec des personnes physiques ou morales, à s'associer avec des partenaires des secteurs public ou privé, personnes physiques ou morales, et à adhérer à des organisations nationales ou internationales.

Art. 3.– (1) L'établissement est administré par un conseil d'administration composé de neuf membres dont:

- quatre membres représentant le ministre de tutelle;
- un membre représentant le ministre ayant le budget dans ses attributions;

- trois personnalités du secteur privé reconnues pour leur compétence en matières culturelle ou de gestion d'entreprise;
- un représentant de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

(2) Ne peuvent devenir membres du conseil d'administration le ou les fonctionnaires qui, en vertu de leurs fonctions, sont appelés à surveiller ou à contrôler l'établissement ou qui, en vertu des pouvoirs leur délégués, approuvent des actes administratifs de l'établissement ou signent des ordonnances de paiement ou toute autre pièce administrative entraînant une dépense de l'Etat en faveur de l'établissement.

(3) Les membres du conseil d'administration sont nommés et révoqués par le Grand-Duc sur proposition du Conseil de Gouvernement. Ils sont nommés pour une durée de cinq ans, renouvelable à son terme.

(4) Le président et le vice-président sont désignés par le Conseil de Gouvernement. Le président représente l'établissement dans tous les actes publics et privés.

(5) En cas de vacance d'un siège de membre, il est pourvu dans le délai d'un mois à la nomination d'un nouveau membre qui achève le mandat de celui qu'il remplace.

(6) Le conseil d'administration peut choisir un secrétaire administratif hors de son sein. Il a en outre la faculté de recourir à l'avis d'experts qui peuvent, à la demande du conseil d'administration, assister avec voix consultative au même conseil.

(7) Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président, aussi souvent que les intéressés de l'établissement l'exigent, et au moins une fois tous les trois mois. Il doit être convoqué à la demande de trois de ses membres.

(8) Le conseil d'administration ne peut prendre de décisions que si la majorité de ses membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité des voix, celle du membre qui assure la présidence est prépondérante.

(9) Les indemnités et jetons de présence des membres et participants aux réunions du conseil d'administration sont fixés par le Conseil de Gouvernement et sont à charge de l'établissement.

Art. 4.– Le conseil d'administration prend toutes les décisions en relation avec la gestion de l'établissement, sous réserve de l'approbation du ministre de tutelle pour ce qui est des points suivants:

- a) la politique générale du Centre dans l'accomplissement de sa mission;
- b) l'engagement et le licenciement du directeur et du personnel dirigeant;
- c) la grille des emplois et leur classification ainsi que le niveau de rémunération du personnel;
- d) l'acceptation et le refus des dons et legs;
- e) les budgets d'exploitation et d'investissement et les comptes de fin d'exercice;
- f) les conventions à conclure avec l'Etat;
- g) les actions judiciaires qui sont intentées et défendues au nom de l'établissement par le président du conseil d'administration qui représente l'établissement dans tous les actes publics et privés.

Art. 5.– (1) La direction de l'établissement est confiée à un directeur. Il exécute les décisions du conseil d'administration et assure la gestion courante de l'établissement.

(2) Le directeur est le chef hiérarchique du personnel et il est habilité à soumettre au conseil d'administration des propositions en matière d'engagement et de licenciement du personnel.

(3) Les relations entre l'établissement et son directeur, respectivement son personnel, employés comme salariés ou non, à durée ou tâche déterminée ou non, sont régies par des contrats de droit privé.

(4) Le directeur assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative sur demande du conseil d'administration.

Art. 6.– (1) L'établissement peut notamment disposer des ressources suivantes:

- a) des contributions financières allouées à charge du budget de l'Etat;
- b) des revenus d'exploitation et de manifestations;
- c) des revenus provenant de la réalisation et de la diffusion de produits imprimés, sonores, audiovisuels ou informatiques sur tous supports existants ou à venir;
- d) de la location et de la mise à disposition des installations;
- e) des recettes pour prestations et services fournis;
- f) des dons et legs en espèces et en nature.

(2) Le conseil d'administration arrête annuellement le budget de l'établissement et le soumet au ministre de tutelle avant le premier avril de l'année précédant l'exercice en question.

(3) Des locaux, des installations et des équipements, appartenant à l'Etat ou loués par l'Etat, peuvent être mis à la disposition de l'établissement.

Art. 7.– (1) Les comptes de l'établissement sont tenus selon les principes et les modalités de la comptabilité commerciale. L'exercice coïncide avec l'année civile. A la clôture de chaque exercice, le directeur établit un projet de bilan et un projet de compte de profits et pertes.

(2) Un réviseur d'entreprise, désigné par le Gouvernement en conseil, est chargé de contrôler les comptes de l'établissement et la régularité des opérations effectuées et des écritures comptables. Le réviseur d'entreprise doit remplir les conditions requises par la loi du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprise. Son mandat est d'une durée de trois ans et il est renouvelable. Sa rémunération est à charge de l'établissement. Il remet son rapport au conseil d'administration pour le quinze mars. Il peut être chargé par le conseil d'administration de procéder à des vérifications spécifiques.

(3) Pour le premier mai au plus tard, le conseil d'administration présente au Gouvernement les comptes de fin d'exercice accompagnés d'un rapport circonstancié sur la situation et le fonctionnement de l'établissement, ainsi que du rapport du réviseur d'entreprise.

(4) La décharge du conseil d'administration est donnée par le Gouvernement en conseil et elle est acquise de plein droit si ce dernier n'a pas pris de décision dans le délai de deux mois.

(5) L'établissement est soumis au contrôle de la Cour des comptes quant à l'emploi conforme des concours financiers publics qui lui sont affectés.

Art. 8.– L'établissement est affranchi de tous impôts et taxes au profit de l'Etat et des communes, à l'exception des taxes rémunératoires, de la taxe de la valeur ajoutée et sous réserve qu'en matière d'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial, l'établissement reste passible de l'impôt dans la mesure où il exerce une activité à caractère industriel et commercial.

L'établissement peut demander la restitution de la retenue d'impôts sur le revenu des capitaux prévus à l'article 150 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. A cet effet, à l'article 150 de la loi précitée, sont ajoutés les termes „le Centre de Musiques Amplifiées“.

Les actes passés au nom et en faveur de l'établissement sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèque et de succession.

Les dons en espèces faits à l'établissement sont déductibles comme dépenses spéciales conformément à l'article 109 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. A cet effet, à l'article 112, alinéa 1er, numéro 1 de la loi précitée, sont ajoutés les termes „le Centre de Musiques Amplifiées“.

Luxembourg, le 21 avril 2004

Le Président-Rapporteur,
Nelly STEIN